

MERCREDI 3 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) **Pour moi c'est une insulte !**
- 2) **Marche où crève...**
- 3) **Marine Le Pen et la mafia russe**
- 4) **Ils votent blanc à 36,12%**
- 5) **Il ne va plus de soi...**



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Saint-Nazaire : une ancienne Résistante contraint le FN à quitter la cérémonie d'hommage aux Déportés



Des porte-drapeaux lors d'une cérémonie pour les déportés juifs d'Angoulême le 14 mars 2017. ©YOHAN BONNET / AFP

"Offusquée", "troublée", la résistante Christiane Cabalé n'avait pas de mots assez forts pour condamner la présence du Front national à la cérémonie du souvenir des victimes et des héros de la Déportation. Dimanche 30 avril à Saint-Nazaire (Loire-Atlantique) l'ancienne Résistante et déportée de Ravensbrück, Christiane Cabalé a refusé que les militants du Front national assistent à la cérémonie du souvenir des victimes et des héros de la Déportation, rapporte Ouest France.



Laurianne Deniaud @ldeniaud
Christiane Cabalé, déportée à Ravensbrück: la présence du FN aux cérémonies du souvenir de la déportation "est une insulte" #SaintNazaire

"Je ne ferai pas de discours, a-t-elle déclaré, mais juste dire que je suis offusquée, que je suis profondément troublée de voir que des gens du Front national se permettent de venir à cette cérémonie. Pour moi, c'est une insulte. Tous mes amis qui sont morts en camp et depuis... On ne peut pas supporter ça. Si vous êtes encore là, vous n'avez pas votre place et je vous demande de vous en aller. Honte à vous, honte !". Des propos applaudis par l'assemblée alors que les représentants du FN étaient contraints de quitter la salle.



Ouest-France @OuestFrance
Saint-Nazaire. Le FN contraint de quitter l'hommage aux Déportés <http://dlvr.it/P1pqRj>

Avant la cérémonie déjà, il avait déjà été demandé aux frontistes de quitter le lieu, mais ils avaient refusé de bouger, rapporte le quotidien de l'ouest. Les militants du Parti communiste ont alors déployé une banderole où était inscrit : "le FN n'a aucune légitimité à saluer la mémoire des victimes du fascisme. Qu'il dégage". Là encore pas de réactions des militants FN. Ce sont les mots de Christiane Cabalé, 93 ans, figure de Saint-Nazaire, qui, au cours de la cérémonie, ont finalement convaincu les représentants du Front national de s'éclipser.

orange.fr



II) En ce 1er mai, Macron change de ton envers ceux qui n'adhèrent pas à son projet



Christophe Ena/AP/SIPA



par Marc Endeweld

LAPRESSEENREVUE.EU



Depuis le premier tour de l'élection présidentielle, Macron avait préféré mettre en avant son projet et opposer "progressistes" et "conservateurs". Mais face au danger Le Pen, le candidat s'est positionné en ce 1er mai comme le défenseur de la République, et annonce vouloir réformer la directive sur les travailleurs détachés.

Après avoir rendu hommage ce matin du 1er mai à Brahim Bouarram, tué en marge du défilé du FN en 1995, Emmanuel Macron a déclamé un discours porte de la Villette devant une dizaine de milliers de partisans. Manière pour lui de ne pas laisser le terrain politique de la fête de Travail à Marine Le Pen, qui avait fait à la mi-journée son premier meeting en compagnie de Nicolas Dupont-Aignan à Villepinte.

Vendredi dernier, ses équipes n'avaient pourtant pas encore décidé le lieu et la forme de l'événement. Certains de ses conseillers avaient évoqué un meeting en plein air, au Champ-de-Mars ou à Vincennes. Mais devant les contraintes d'organisation, l'équipe d'En Marche a finalement opté pour un discours classique au Paris Event Center, de grands hangars dans le nord de Paris où était déjà intervenu François Fillon au cours de la campagne.

"Certains se voient déjà Premier ministre..."

A six jours du second tour de l'élection présidentielle, et à deux jours du débat télévisé avec son adversaire, Macron est apparu détendu à la tribune. Accueilli par de nombreux "Macron, président !", il se fait solennel : "La question qui nous est posée le 7 mai, c'est celle de l'avenir de la France, de l'Europe, et d'une certaine idée du monde", déclame-t-il au début de son discours. Mais le candidat n'oublie pas de ponctuer son intervention de quelques piques. Ainsi, alors que le nom de Laurence Parisot, l'ancienne patronne du Medef, a été évoqué ces derniers jours pour le poste de Premier ministre, Macron choisit d'être cinglant pour couper court à ces rumeurs contre-productives : "Nous en avons fini avec cet ordre ancien. Certains se voient déjà Premier ministre..."

De nouveau, Macron critique la position de Jean-Luc Mélenchon, le leader de la France insoumise, qui ne veut pas appeler clairement à voter pour lui, en récusant ceux qui "appellent à une vitalité démocratique" et "ne veulent qu'une démocratie, celle où ils gagnent". Le candidat d'En Marche résume ensuite le choix qui se pose aux Français :

"Aujourd'hui, le combat est bien celui entre les deux projets choisis par les Français, strictement opposés. D'un côté, pour une France forte dans une Europe qui protège. De l'autre, une France nationaliste, avec comme seule réponse le repli, la fermeture, la haine, la sortie de la France de l'Europe". Ajoutant, au sujet du projet de Marine Le Pen : "C'est un aller sans retour ».

"Les travailleurs détachés, cette concurrence déloyale"

Pourtant, au-delà de cette dramatisation nécessaire, Macron en ce 1er mai amorce un inflexionnement de son discours : alors que le candidat avait expliqué à de multiples reprises depuis le 1er tour que les futures voix qui se porteraient sur lui signifiaient "l'adhésion" à son projet, il se pose désormais en défenseur de la République, reprenant avec plus de force le langage habituel du front républicain : "Notre esprit de résistance dépasse notre projet !".

Ajoutant : "Je sais que beaucoup voteront pour moi pour ne pas avoir le Front national. Je veux leur dire ici mon respect, et le fait que j'ai pleinement conscience que le 7 mai, je fais plus que défendre un projet politique : je porte le combat pour la République et pour la démocratie libre". Un changement de ton notable, s'adressant aux électeurs de droite comme de gauche qui sont tentés par l'abstention ou le vote blanc.

Mais Macron ne souhaite pas laisser à Marine Le Pen la défense des "oubliés". Se présentant même comme "le président qui protège", "le président des sans-droits, des oubliés", l'ancien ministre de l'Economie s'adresse aux électeurs qui ne croient plus à la construction européenne : "Les Français veulent changer les choses. Nous devons l'entendre. Beaucoup ne veulent plus l'Europe telle qu'elle fonctionne".

Là encore, une évolution notable de son discours par rapport à ses meetings d'avant le premier tour, dans lesquels il chantait sans nuances les louanges de l'Union européenne. A la fin de ce discours du 1er mai, il martèle vouloir réformer la directive européenne des travailleurs détachés : "Je porterai la réforme des travailleurs détachés pour stopper cette concurrence déloyale en Europe".

Un peu plus tôt, Macron confiait : "Ce qui a nourri le FN, c'est notre inefficacité collective, la volonté permanente des petits compromis". François Hollande, son ancien patron, appréciera sans doute.

III) La vraie histoire du financement de Le Pen

Par Agathe Duparc, Antton Rouget et Marine Turchi

Les financements russes de Marine Le Pen se sont organisés autour d'un conseiller de Vladimir Poutine, Alexandre Babakov. L'intermédiaire du FN, l'eurodéputé Jean-Luc Schaffhauser, est visé par une enquête en France. Des emails démontrent une ingérence politique de deux lobbyistes russes.

Marine Le Pen et ses proches l'ont dit et répété sur tous les tons : les banques françaises n'ont pas voulu accorder de prêts au Front national et il a bien fallu aller chercher l'argent ailleurs. En l'occurrence en Russie, où des banques ont été sollicitées, prétendument en toute neutralité et loin de l'influence du Kremlin.

L'enquête menée par Mediapart et le site d'investigation letton Re:Baltica dans les coulisses des prêts russes du FN raconte une tout autre histoire : celle d'un réseau qui s'est constitué – avec ses intermédiaires et ses structures opaques – pour aider le parti de Marine Le Pen à décrocher des millions, et même à en masquer la provenance. En filigrane de ce scénario apparaît le rôle décisif du sénateur Alexandre Babakov, ultra-patriote et conseiller du président Poutine en charge des relations avec les organisations russes à l'étranger. Ce sont lui et ses proches qui, entre 2014 et 2016, ont mis le FN en contact avec trois banques russes au profil douteux, au cours de rencontres à Paris et à Genève dont nous dévoilons ici les coulisses.

Côté français, les opérations ont été supervisées par l'eurodéputé frontiste Jean-Luc Schaffhauser, membre de l'équipe de campagne de Marine Le Pen. Sa fondation a d'ailleurs été le bénéficiaire de fonds en provenance des îles Vierges britanniques, par le truchement d'une société au Luxembourg. Ces commissions présumées ont, toujours selon nos informations, poussé la justice française à ouvrir une enquête préliminaire confiée à l'Office anticorruption. Mais l'affaire

revêt également une forte dimension politique : plusieurs échanges de mails en notre possession – dont certains directement en copie à Marine Le Pen – révèlent pour la première fois que des intermédiaires russes ont conseillé Jean-Luc Schaffhauser dans plusieurs de ses interventions au Parlement européen, faisant ainsi apparaître les jeux d'influence pro-Poutine derrière les financements russes du FN (lire aussi notre onglet Prolonger).

La « nébuleuse Babakov » mobilisée en vue de la présidentielle

Rendez-vous était pris le 17 mars 2016, à Genève. Ce jour-là, Jean-Luc Schaffhauser a une mission importante à accomplir. Il s'est déplacé pour s'entretenir discrètement avec un certain Vilis Dambins, un businessman letton dont le nom est apparu lors du scandale des Panama Papers. Cet ancien banquier au profil trouble est l'un des principaux émissaires d'Alexandre Babakov, parlementaire ultra-patriote et conseiller du président Poutine qui a déjà aidé le Front national à obtenir, en 2014, un prêt de 9,4 millions d'euros auprès de la First Czech-Russian Bank (FCRB).



Alexandre Babakov et Vilis Dambins.

Si le Français et le Letton se sont donné rendez-vous sur les bords du Léman, c'est pour aborder une question très sensible : le financement de la campagne présidentielle de Marine Le Pen. Il y a urgence puisque six jours auparavant, le 11 mars 2016, s'est produit à Moscou un événement fâcheux : la banque russe sur laquelle le FN comptait – la FCRB – pour obtenir de nouveaux crédits a été mise sous tutelle par la banque centrale russe dans des conditions mystérieuses. Elle n'a alors plus que quelques mois à vivre, plombée par un trou de 31,8 milliards de roubles (497 millions d'euros). En attendant sa mise en faillite, laquelle interviendra en octobre 2016, il faut à tout prix trouver une banque russe capable de prendre la relève.

Trois mois après l'entrevue de Genève, une première piste conduit le bureau exécutif du Front national à donner son feu vert, le 15 juin 2016, pour un emprunt de 3 millions d'euros auprès de



la Strategy Bank, établissement au parcours déjà agité, plusieurs fois épinglé pour blanchiment d'argent, ainsi que Mediapart l'a révélé fin mars. La décision, adoptée « à l'unanimité » par la plus haute instance du parti, visait à « donn[er] pouvoirs à M.

Wallerand de Saint-Just », le trésorier du Front national, « pour signer le contrat de prêt ainsi que tous autres documents nécessaires à l'obtention du crédit aux conditions susmentionnées ainsi que pour effectuer toutes formalités administratives ou juridiques appropriées ». Mais là encore – malchance, coïncidence ou malédiction –, la Strategy Bank a finalement perdu sa licence bancaire le 26 juillet 2016, faisant capoter le contrat de prêt.

Le trésorier du FN s'est alors démené pour sortir son parti de cette impasse. Le 4 novembre 2016, il rencontre lui-même à Paris l'intermédiaire letton Vilis Dambis en compagnie de Didier Bollecker, un avocat français qui agit alors pour le compte de Jean-Luc Schaffhauser. Les trois hommes ont choisi de se retrouver à l'hôtel Peninsula, un palace cinq étoiles situé à deux pas de l'Arc de triomphe. Une photo, que nous publions en exclusivité (ci-contre), a immortalisé la scène. On y voit Wallerand de Saint-Just tout sourire, saluant l'homme d'affaires letton.

La troisième banque russe du FN perd sa licence

Cette fois, prenant acte de la disparition de Strategy Bank, le Front national s'est tourné vers la NKB Bank, un établissement encore plus obscur, situé à la 527^e place du classement russe. Il s'agissait toujours d'emprunter 3 millions d'euros auprès de cette autre banque.

Le terme « autre » banque ne convient pas exactement car Strategy Bank et NKB Bank sont en réalité des structures jumelles, contrôlées par un seul et même homme : Dmitri Roubinov, ancien fonctionnaire de la banque centrale à la réputation passablement entachée.

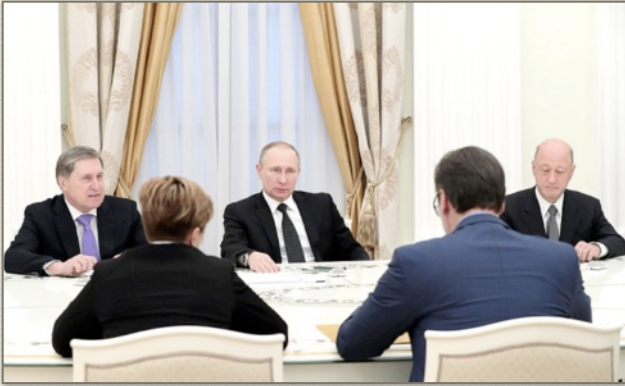
C'est lui qui a supervisé les discussions avec le Front national, comme l'a confirmé à Mediapart un ancien cadre de la NKB Bank. Contacté par téléphone et manifestement interloqué, Dmitri Roubinov reconnaît que ses deux banques ont bien engagé des pourparlers avec le Front national, mais il affirme que « le crédit de trois millions n'a pas été versé sur les comptes de ce parti [le Front national – ndlr]. Ils ont peut-être obtenu l'argent par une autre banque », lâche-t-il, avant de raccrocher. Il n'en dira pas plus : le banquier est depuis aux abonnés absents.

Une fois de plus, il s'est passé des choses étranges : le 29 décembre 2016, NKB Bank a, à son tour, perdu sa licence pour des raisons plutôt alarmantes, à savoir des violations répétées de la « loi fédérale contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme », laissant une ardoise de 510 millions de roubles (8,3 millions d'euros). Et ce 17 avril dernier 2017, la Cour d'arbitrage de Moscou a prononcé sa faillite. Ce n'est pourtant pas faute d'avoir eu des appuis en haut lieu, puisque derrière ces deux tentatives avortées de prêts, on retrouve encore et toujours Alexandre Babakov, l'homme clé du prêt de 9,4 millions déjà obtenu en 2014. Un personnage influent qui a ses entrées au Kremlin et qui depuis des années semble miraculeusement passer à travers les gouttes de tous les scandales.

Contacté, Vilis Dambis dément avoir été « un intermédiaire dans les accords mentionnés », « ni comme personne physique, ni comme personne morale ». « En conséquence, je n'aurais pas pu agir sur les ordres de M. Babakov », dit-il. De son côté, Jean-Luc Schaffhauser reconnaît auprès de Mediapart avoir fait « un aller-retour à Genève ». « Vilis a fait des propositions de banques de suite [pour prendre la suite de la FCRB – ndlr]. À partir du moment où nous ne pouvions pas obtenir de prêts auprès des toutes premières banques russes, car cela aurait alors été perçu comme trop politique, nous étions en terrain inconnu. Je n'ai pas voulu moi-même m'en mêler », explique l'eurodéputé, concédant que derrière le Letton qui « existe aussi par lui-même », c'est bien Alexandre Babakov qui était aux commandes. « Je suis obligé de travailler avec des gens qui représentent la fonction publique et je sais que Babakov est un patriote », ajoute-t-il.

Comme Mediapart l'avait raconté, Marine Le Pen aurait rencontré Alexandre Babakov lors d'un voyage resté confidentiel en Russie, en février 2014, au moment des discussions pour le premier prêt russe. Le parcours de Babakov est plutôt celui d'un oligarque proche du Kremlin qui jongle

avec plusieurs casquettes, mêlant politique et business. Aujourd'hui sénateur, il a été de 2003 à 2015 député à la Douma, d'abord élu sur la liste du mouvement ultra-patriote Rodina, puis faisant allégeance à Russie unie, le parti du pouvoir. Depuis 2012, il occupe la fonction de « représentant spécial » de Vladimir Poutine, chargé des relations avec les organisations russes à l'étranger, ce qui le désigne comme l'un des hommes clés des réseaux d'influence du Kremlin en Europe. Le 27 mars encore, les deux hommes se sont affichés ensemble pour recevoir le premier ministre serbe.



Vladimir Poutine et Alexandre Babakov (à droite, de face) lors d'une rencontre avec le premier ministre serbe, le 27 mars 2017, à Moscou. © Site Internet du Kremlin

Le parlementaire Babakov, qui a bâti sa fortune dans l'immobilier et le secteur énergétique, n'a jamais abandonné ses affaires, maître dans l'art de se cacher derrière une nébuleuse d'hommes de paille et de structures opaques comme celles administrées par Vilis Dambins. Son patriotisme est à géométrie variable : il est ainsi propriétaire de biens immobiliers en France – un château à 37 km de Versailles et un appartement parisien – enregistrés au nom de son épouse et de ses enfants et qu'il n'a jamais déclaré en Russie comme la loi l'y oblige pourtant. Dans sa dernière déclaration de patrimoine, il indique pour 2016 des revenus de 538 millions de roubles (soit 67 fois plus qu'en 2015 quand il était député à la Douma) et se dit propriétaire d'un seul appartement en Russie de 69 m², affirmant ne pas avoir de voitures.

Jean-Luc Schaffhauser assure ne pas être au courant de ce qui est advenu après l'entrevue de Genève avec Vilis Dambins. « J'ai confié à mon avocat le dossier pour suivre les pistes [des nouvelles banques – ndlr] que l'on nous proposait, mais je n'ai jamais cru dans ces pistes [celles de la Strategy Bank et de la NKB Bank – ndlr] », dit-il. Cet avocat justement, c'est Didier Bollecker, spécialiste du droit des affaires dont l'étude CAA est basée à Strasbourg, et qui a participé à la rencontre à Paris entre Vilis

Dambins et Wallerand de Saint-Just, le trésorier du Front national. Sollicités, l'un comme l'autre sont restés silencieux, de même que Marine Le Pen et Alexandre Babakov.

Les commissions de l'intermédiaire du FN dans le viseur de la justice



Jean-Luc Schaffhauser, le 27 novembre 2014, au Parlement européen, à Strasbourg. © Reuters

Jean-Luc Schaffhauser est moins loquace lorsqu'il s'agit de commenter les commissions qu'il a touchées pour son rôle d'intermédiaire. En 2014, après la révélation du premier emprunt, l'eurodéputé avait reconnu avoir été rétribué « 140 000 euros » par la banque FCRB, une somme qu'il avait « omis » de faire figurer dans sa déclaration d'intérêts de parlementaire, avant de rectifier le tir. Il avait d'abord expliqué que cette commission avait été perçue « via une société du Luxembourg, en accord avec le Front », puis il avait évoqué pour Mediapart un versement par l'intermédiaire de sa société familiale de consulting, Cano SAS.

Selon nos informations, la justice s'intéresse aux fonds perçus par le député européen et ses structures. Le parquet national financier a ouvert en février 2016 une enquête préliminaire, après avoir reçu un signalement de Tracfin, la cellule anti-blanchiment de Bercy. Les investigations ont été confiées à l'Office central de lutte contre la corruption et les infractions financières et fiscales (OCLCIFI).

Notre enquête dans les coulisses du prêt accordé en 2014 fait apparaître un schéma tortueux de versements passant par le Luxembourg et les îles Vierges britanniques, et dans lequel on retrace en filigrane Alexandre Babakov et ses proches. Au cœur de cette nébuleuse, on trouve l'Académie européenne, une « fondation » dirigée par Schaffhauser qui œuvre au rapprochement avec la

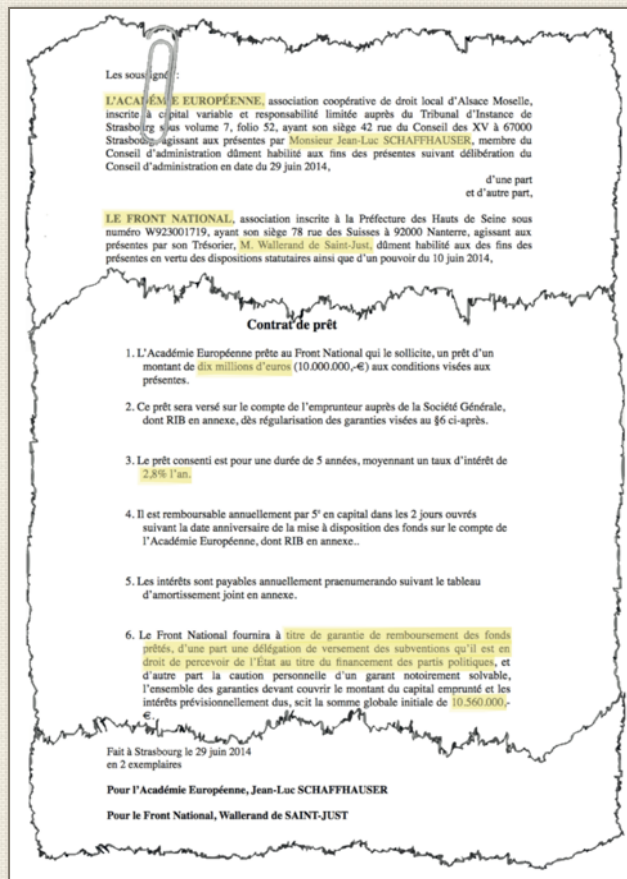
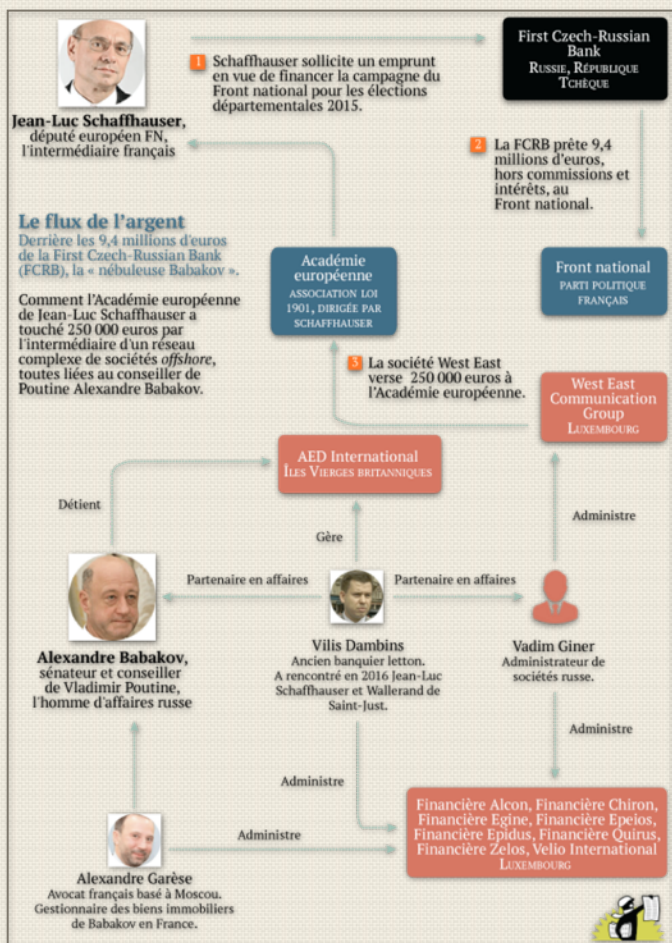
Russie. D'après nos informations, l'association a reçu, en 2014 et 2015, 250 000 euros au total, en provenance de la société Spencerdale Ltd, basée aux îles Vierges britanniques. L'argent a transité via une autre structure créée quelques mois avant le premier versement, le 30 septembre 2013 : West East Communication Group.

« Ils [West East Communication Group – ndlr] ont investi dans l'Académie européenne, absolument », reconnaît Schaffhauser, sans toutefois livrer le montant de ce placement ni le nom de ces généreux bienfaiteurs. Derrière ces sociétés se trouvent les Giner père et fils, Vadim et Yevgueni, deux prête-noms d'Alexandre Babakov. À quoi a servi cet argent ? L'eurodéputé a esquivé notre question, se contentant d'expliquer que cet « investissement » était « tout à fait légal » et « déclaré à l'administration fiscale ». L' élu a finalement coupé court aux échanges, nous menaçant ensuite de poursuites judiciaires et d'« enquêter sur [nous] et [notre] journal » (lire notre

de l'Académie européenne, Mikhail Plisyuk et Alexander Vorobyev. Tous deux sont des personnages influents, proches des milieux de l'armée. Ils sont à la tête de l'institut des études d'intégration internationale, accolé à l'OVDK (« Organisation de l'entente sur la sécurité collective »), une structure politico-militaire qui réunit la Russie, l'Arménie, la Biélorussie, le Kirghizstan, le Tadjikistan et le Kazakhstan.

Mais ce jour-là, il est aussi question de valider l'« octroi d'un prêt au Front national sur autorisation du Conseil de surveillance », selon le procès-verbal de la réunion, que Mediapart s'est procuré. Montant de l'emprunt : 10,56 millions d'euros (intérêts et commissions compris). Le projet de contrat de prêt (ci-dessous) est assorti d'une clause prévoyant que les subventions publiques du FN entre 2015 et 2019 soient apportées en garantie.

D'après un témoin de cette réunion, le trésorier du FN, Wallerand de Saint-Just, était présent, et se serait entretenu en aparté avec Jean-Luc Schaffhauser et les deux Russes, à l'étage.



L'Académie européenne a joué un rôle central dans la recherche de financements du FN en 2014. Le 29 juin de cette année-là, Jean-Luc Schaffhauser réunit le conseil d'administration de cette « fondation » à son domicile, à Strasbourg. À l'ordre du jour, l'entrée de deux Russes au sein

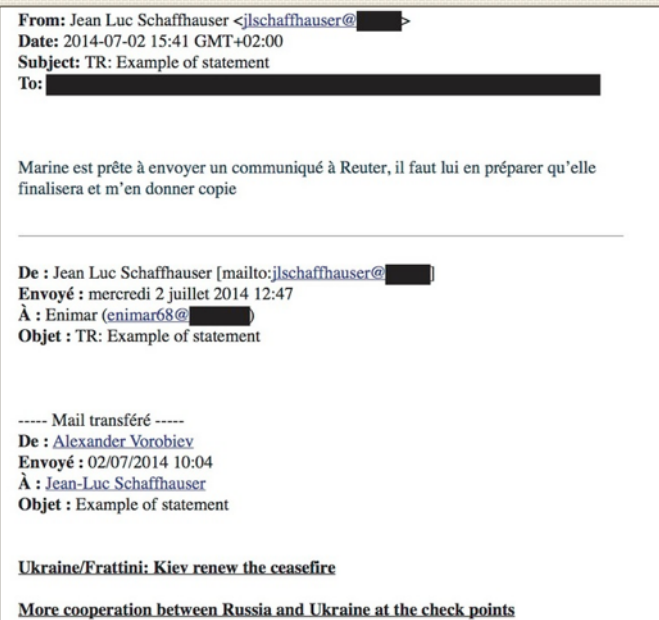
L'argent semble avoir finalement suivi un autre canal. Car trois mois plus tard, le Front national a décroché le fameux prêt russe de la FCRB, d'un montant équivalent. Pourquoi avoir un temps envisagé un prêt de l'Académie ? Ce montage

était-il destiné à masquer l'origine des fonds ? Ni Marine Le Pen, ni le trésorier du FN, ni Jean-Luc Schaffhauser n'ont répondu à ces questions.

Le lobbying de deux interlocuteurs russes auprès du FN

Une autre question demeure sans réponse : y a-t-il eu une contrepartie politique aux financements russes du Front national ? De fait, le parti lepéniste a toujours affiché une ligne pro-russe depuis l'effondrement du communisme et de l'URSS. Mais après l'arrivée de Marine Le Pen à la tête du parti, en 2011, c'est un véritable lobbying en faveur du président Poutine et de ses positions qui s'est mis en place, dans les interventions médiatiques comme au Parlement européen. Ce lobbying pro-russe s'est intensifié dans les mois qui ont précédé et suivi l'obtention des prêts russes.

Une série d'emails que Mediapart s'est procurés démontre que les deux interlocuteurs russes de Schaffhauser – Alexander Vorobyev et Mikhail Plisyuk – sont directement liés à certains voyages et prises de position du Front national.

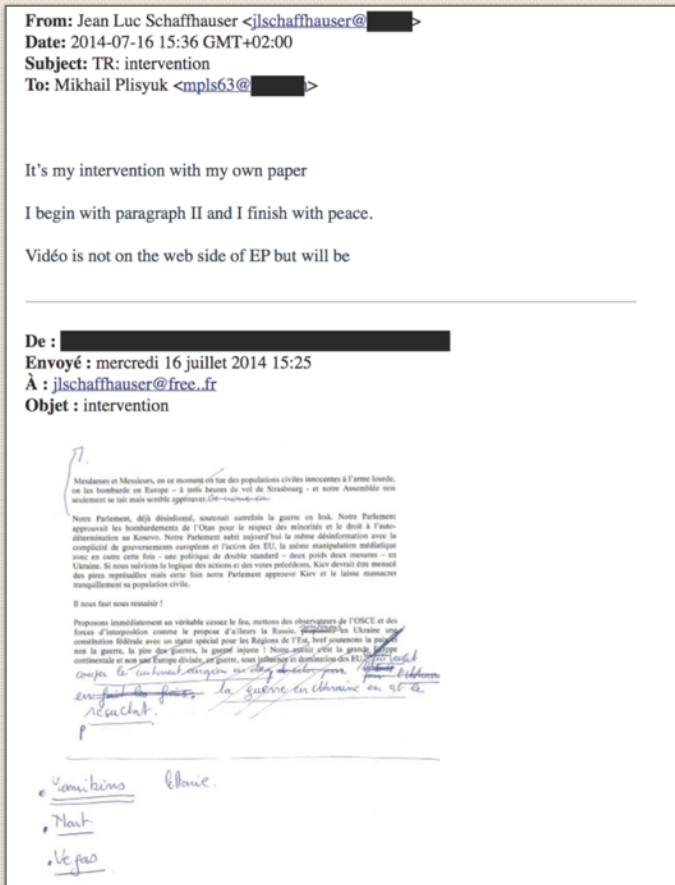


Extrait de l'email de Jean-Luc Schaffhauser à Marine Le Pen. © Document Mediapart

Exemple le 2 juillet 2014. Ce jour-là, le Russe Alexander Vorobyev transmet ainsi à Jean-Luc Schaffhauser un « exemple de déclaration » sur la situation en Ukraine, que l'eurodéputé transfère à Marine Le Pen sur son email personnel. Trois heures plus tard, Schaffhauser explique, dans un autre courriel, que « Marine est prête à envoyer un communiqué à Reuter » et qu'« il faut lui en préparer qu'elle finalisera et m'en donner copie » (voir les emails complets ici).

Quelles suites la présidente du FN a-t-elle donné ? Interrogé, son conseiller international Ludovic de Danne, à l'époque son assistant parlementaire à Strasbourg, a refusé de nous répondre : « Je suis (l'un des ou) le plus secret des conseillers de Mme Le Pen, du mouvement et alliés au niveau européen et à l'international. »

Jean-Luc Schaffhauser, lui, reprend mot pour mot ce communiqué lors de sa première intervention en séance plénière au Parlement européen, le 17 juillet 2014. Il demande à l'Union européenne de proposer « immédiatement un véritable cessez-le-feu qui ne soit pas un cessez-le-feu alibi pour mieux massacrer comme aujourd'hui », et de mettre « des observateurs de l'OSCE et des forces d'interposition comme le propose d'ailleurs la Russie ». Une intervention qu'il a transmise trois jours plus tôt à Marine Le Pen et son assistant par mail pour validation. Mais aussi... à Mikhail Plisyuk. Le 16 juillet, il donne des gages à son ami russe : « C'est mon intervention, avec mon propre texte. (...) La vidéo n'est pas encore sur le site Internet du Parlement européen, mais elle le sera. »



© Document Mediapart

Dès le 15 juillet, le député fait un teasing de son discours sur Twitter, mettant en avant le passage envoyé par son contact russe :



JeanLuc Schaffhauser @JLSchaffhauser
Proposons immédiatement un véritable cessez le feu, mettons des observateurs de l'OSCE et des forces d'interposition

Dans la foulée, le 22 juillet, le député européen organise, avec le même Mikhaïl Plisyyuk, une table ronde sur l'Ukraine. Pour ce « dîner-débat », à l'hôtel Renaissance, à Bruxelles, Schaffhauser convie une vingtaine de personnes, eurodéputés et membres de son Académie européenne. L'intitulé de la soirée annonce la couleur : « Ukraine, information et désinformation mais réelle guerre civile en Europe : que peuvent faire les députés européens ? ».

Le prêt russe de 9 millions d'euros est signé le 11 septembre. Le 30 octobre, l'eurodéputé s'envole pour le Donbass, en Ukraine, pour soutenir les séparatistes pro-russes. Le déplacement est préparé par Mikhaïl Plisyyuk, encore lui. Jean-Luc Schaffhauser ne s'y rend pas seul. Un très proche de Marine Le Pen l'accompagne en toute confidentialité : son directeur de cabinet, Nicolas Lesage, comme l'a dévoilé notre livre Marine est au courant de tout... Des équipes de Nations Presse info et TV-Libertés, deux sites d'extrême droite, sont aussi du voyage. L'objectif ? Offrir une légitimité aux élections organisées dans ce petit État auto-proclamé par les séparatistes, avec le soutien du Kremlin, mais en encourageant la désapprobation de Kiev, des États-Unis et de l'Union européenne.



Marine Le Pen et Vladimir Poutine lors de leur entretien, le 24 mars 2017 à Moscou © Reuters

Sur place, le duo réalise des vidéos relayant la propagande pro-russe et médiatise les prises de parole de Schaffhauser. Nicolas Lesage pilote ce plan médias. Dans un e-mail adressé à Schaffhauser le 16 octobre 2014 (lire ici), en amont du départ, le directeur de cabinet s'engage à ce que Nations Presse info livre un montage «

professionnel et attractif, correspondant au niveau d'exigence requis ». Une communication qu'il propose de coupler avec « une intervention en duplex/direct sur Radio Courtoisie », le 2 novembre. Le tout étant organisé avec l'aval de Louis Aliot, comme l'atteste un autre courriel que Mediapart s'est procuré (lire ici), dans lequel Lesage explique qu'il a vu « Louis » la veille, « comme prévu ». Jean-Luc Schaffhauser nous avait confirmé que la présidente du Front national « était au courant » de sa venue.

Ancien consultant passé par Auchan, Dassault et Total, l'eurodéputé a été débauché en 2012 par Marine Le Pen, qui a vu dans son carnet d'adresses fourni dans les pays de l'ex-URSS un véritable atout. Cet ex-centriste proche de l'Opus Dei s'est vu offrir par la présidente du FN une place éligible sur les listes frontistes aux élections municipales et européennes, en 2014. Cette même année, il a apporté sur un plateau le prêt de la FCRB de 9 millions d'euros. Avant de reprendre ses recherches de financement en 2016, dans l'optique de la présidentielle. En septembre 2016, soit trois mois après que Marine Le Pen donne son accord pour l'emprunt de 3 millions d'euros, l'eurodéputé annonçait, dans sa déclaration d'intérêts de parlementaire, la reprise de ses « activités de consultant » et des « revenus à venir à partir de 2017 ». En novembre, il a intégré l'équipe de campagne de la candidate du FN.

Pendant la campagne, Vladimir Poutine a envoyé un signal fort en recevant officiellement Marine Le Pen au Kremlin, le 24 mars. Si le président russe s'est défendu de vouloir « influencer les événements en cours », il a dit se « réserv(er) le droit de communiquer avec les représentants de toutes les forces politiques du pays ». Au Front national, plusieurs responsables affirment que ce n'était pas la première rencontre.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Les Insoumis votent blanc à 36,12% selon la consultation

Sur les 243 128 personnes qui ont participé à la consultation sur le site Internet de Jean-Luc Mélenchon, 36,12% votent blanc ou nul, 34,83%, votent Emmanuel Macron et 29,05% sont en faveur d'une abstention.

Par Public Sénat

Après une semaine de mise en ligne, la consultation est close depuis 12H, ce mardi. Première indication : sur près de 440 000 personnes inscrites sur le site du leader de la France Insoumise avant le 23 avril à 22h, seules 243 128 ont voté. Trois choix leur étaient proposés, à l'exclusion du vote en faveur de Marine le Pen, dont voici les résultats : « 7818 insoumis.es, soit 36,12%, (sont) pour un vote blanc ou nul, 84682 insoumis.es, soit 34,83%, (sont) pour un vote Emmanuel Macron, 70628 insoumis.es, soit 29,05%, (sont) en faveur d'une abstention ». « Il ne s'agissait pas de déterminer une consigne de vote mais d'organiser la prise de parole des insoumis.es au sujet de leurs choix de second tour. Étant donné l'attachement profond de la France insoumise aux principes d'égalité, de liberté et de fraternité, le vote Front National ne constituait pas une option de la consultation » rappelle le communiqué de presse de la France Insoumise.

On notera que deux tiers des suffrages exprimés s'abstiennent ou vote blanc ou nul pour le second tour.

V) Chez certains intellectuels, le vote pour bloquer le FN ne va plus de soi

L'historien Emmanuel Todd et le philosophe Michel Onfray renvoient dos à dos Emmanuel Macron et Marine Le Pen.

LE MONDE Par Alain Beuve-Méry

Ce sont des signes manifestes de trouble, voire de craquement par le haut. Ils sont plus perceptibles

au sein des écrivains, des philosophes que chez les hommes politiques, qui à l'exception d'une poignée d'entre eux ont résisté aux sirènes du Front national. Depuis le 23 avril, on peut constater que la qualification de Marine Le Pen, candidate du FN, au second tour de l'élection présidentielle, n'a pas suscité d'élan d'indignation structurée ni de condamnation argumentée, comme l'avait fait celle de son père, Jean-Marie Le Pen, après le 21 avril 2002.

Les divisions apparaissent au grand jour, parmi les intellectuels français, certains n'hésitant pas à manifester ouvertement leur dégoût, face au choix qui leur est désormais proposé dimanche. Ainsi, dans un court texte, accessible sur Internet depuis le 26 avril, le philosophe et essayiste Michel Onfray dit, en des termes injurieux, tout le mal que lui inspire le résultat du premier tour de la présidentielle.

« Le belliciste BHL [Bernard-Henri Lévy] a donc gagné, et avec lui Pierre Bergé [un des actionnaires majoritaires du Monde], locataire d'utérus d'autrui, Jacques Attali, plagiaire notoire et condamné comme tel par la justice, Alain Minc, plagiaire du précédent, Manuel Valls, traître en chef, [Bernard] Kouchner, sac de riz chez les médecins et médecin chez les sacs de riz, [Daniel] Cohn-Bendit, pédophile au siècle dernier, autrement dit tous les promoteurs forcenés d'une politique libérale qui a permis à Marine Le Pen de faire son plus gros score et d'être présente au second tour de cette élection qui n'en aura qu'un et à la famille Le Pen de passer de moins de 1 % en 1981 à près de 22 % en 2017, cherchez l'erreur ! », déclare le fondateur de l'université populaire de Caen.

Concert désaccordé

Invité le 28 avril du site de Daniel Schneidermann Arrêt sur images, l'historien Emmanuel Todd a expliqué que, pour lui, « voter...

L'accès à la totalité de l'article est protégé...



Chez certains intellectuels, le vote pour bloquer le FN ne va plus de soi

1 € le 1er mois S'abonner

**A Suivre...
La Presse en Revue**